

OCTROI DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION

L'opération n'a pas encore démarré

L'octroi du crédit à la consommation pour l'achat de produits nationaux n'avait pas encore démarré hier, l'information n'ayant pas circulé au niveau interne des banques.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Dès demain». C'est la date que le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, considérait, jeudi dernier, pour le lancement du dispositif du crédit à la consommation.

Un dispositif qui permet aux ménages d'acquérir des biens fabriqués ou assemblés en Algérie moyennant un crédit bancaire d'une durée allant de trois mois à cinq ans, sans taux d'intérêts bonifiés et un niveau de remboursement ne devant pas excéder 30% du revenu mensuel net régulièrement perçu.

Ainsi, les banques nationales étaient censées être opérationnelles dès le premier jour ouvrable de l'année 2016, laissait entendre le ministre des Finances, mettant en avant la disponibilité des 30 banques et établissements financiers en place à s'y impliquer. Or, l'octroi de ce type de crédit bancaire assez spécifique n'avait pas commencé hier.

Au niveau de plusieurs agences bancaires, qu'elles relèvent d'établissements publics ou privés, le dispositif n'était pas encore mis en application. «Nous n'avons reçu aucune note interne, aucune note de service», déclaraient hier en cours de journée des agents et responsables de quelques agences bancaires, dans certains quartiers de la capitale, notamment au centre-ville. Des agences où les quelques clients présents attendaient et d'autres procédaient à des transactions traditionnelles.

Certes, le ministre des Finances a estimé que l'impulsion de ce dispositif est «une question de banques, de maîtrise bancaire» et que les établissements concernés allaient le «mettre rapidement en place».

Toutefois, le fait que l'information n'a pas encore circulé en interne au niveau de certains réseaux bancaires risque de tempérer cet optimisme. Et cela dans la mesure où les banques étaient justement censées avoir mis en place toute la logistique appropriée (ingénierie, formation et information en interne...) dès le la qui a été donné

en 2015 tant du point de vue réglementaire que technique.

Outre le fait que l'octroi de ce type de financement bancaire destiné aux ménages a été encadré par l'entrée en activité, dès la mi-septembre dernier et auprès de la Banque d'Algérie, de la nouvelle centrale des risques des entreprises et ménages. Une centrale qui constitue un outil de surveillance de la solvabilité des demandeurs de crédits et de maîtrise des risques d'endettement, voire de surendettement des emprunteurs.

Un dispositif qui ne semblait pas également démarrer au niveau de la sphère commerciale, notamment au niveau des grandes surfaces.

Certes, nombre de magasins spécialisés dans la vente de produits d'ameublement et autres équipements domestiques étaient peu ou mal achalandés en ce début de semaine, en ce premier jour de l'année.

Au-delà du temps assez frais, relativement pluvieux qui dominait hier et de la reprise des cours après les vacances scolaires, l'in-

térêt des clients pour les grandes surfaces semblait assez timide, voire absent.

Des particuliers qui ne semblaient pas être au cours de l'opération et ne s'empressaient pas à vouloir s'informer, à poser des questions. Des questions pour lesquelles les réponses ne pouvaient être hier que négatives dans la mesure où les vendeurs ou agents commerciaux n'ont «reçu aucune note en ce sens», déclaraient certains rencontrés dans des surfaces de grandes marques d'électroménager, tant publiques que privées. Ainsi, les surfaces ou les agences bancaires qui sont censées être prêtes tardent à l'être, sauf cas exceptionnels de transmission rapide de l'information en interne.

En outre, l'engagement des particuliers pour cette formule risque d'être faible, en raison de ce déficit d'information. Ce qui suscite légitimement le doute sur le démarrage effectif de cette mesure socioéconomique et sur la traduction concrète sur le terrain des engagements des pouvoirs publics.

Relancé en 2014, entériné notamment par la loi de finances pour 2015 et par une panoplie de textes réglementaires, le dispositif du crédit à la consommation devait



Photo : NewPress

Pour Benkhalfa, l'opération devait être lancée jeudi dernier.

être en effet opérationnel dès le début de cette nouvelle année. Il permet aux particuliers d'acquérir des biens issus de la production nationale, à l'exception des services et des produits importés et destinés à être revendus en l'état. A charge cependant que les biens concernés soient effectivement de fabrication ou montage local, nonobstant le fait que les entreprises éligibles doivent attester de l'origine domestique du produit. Notons que les produits concernés par le

crédit à la consommation, leur liste n'étant pas exhaustive, sont les téléviseurs, les appareils photos et caméscopes, les chauffages et les climatiseurs, les réfrigérateurs, les équipements de cuisine et de lavage domestiques, les téléphones, les voitures particulières de tourisme et cycles et tricycles à moteur. Il s'agit également des ordinateurs, des meubles, du tissu d'ameublement, ainsi que de la céramique.

C. B.

LAIT EN SACHET

Les distributeurs d'Alger-Centre en grève

Les distributeurs de lait en sachet d'Alger-Centre entament dès aujourd'hui, un mouvement de grève de trois jours. Ils revendiquent l'augmentation de leur marge bénéficiaire.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Plusieurs quartiers algérois seront dès aujourd'hui, privés de lait en sachet. L'Association des distributeurs de lait d'Alger-Centre a annoncé une grève de trois jours. Le préavis de grève a été déposé le 24 décembre dernier pour un débrayage de trois jours à compter d'aujourd'hui, 4 janvier 2016. Elle revendique la révision de la marge bénéficiaire des distributeurs de lait.

Une revendication que les distributeurs de lait justifient par l'augmentation des prix des carburants et du coût de la vignette automobile, décidées dans la loi de finances 2016. Fixée par un décret du ministère du Commerce datant de 2001, la marge bénéficiaire est actuellement de deux dinars. Pour le président de l'Association de protection et d'orientation



Photo : DR

Les Algérois vont renouer avec la pénurie du lait en sachet.

des consommateurs et de l'environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, cette revendication

est «objective et légitime». Toutefois, il se montre contre la manière dont elle a été exprimée. «Nous ne pouvons pas opter pour une grève quand il s'agit d'un produit aussi essentiel que le lait et priver ainsi des familles», dit-il.

D'ailleurs, poursuit-il, «il n'y a pas urgence puisque l'augmentation du carburant date uniquement de trois jours».

Pour lui, les distributeurs de lait devaient opter pour le dialogue et négocier leur revendication avec les autorités concernées. Seulement, estime-t-il, la marge bénéficiaire exigée doit être «raisonnable».

Pendant ces trois jours de grève, les quartiers concernés vont renouer avec la pénurie de lait en sachet. Les consommateurs seront ainsi sommés de se rabattre sur les briques de lait. Comme à chaque pénurie de ce produit, la demande sur le lait conditionné en boîte en carton augmente fortement. Une crise qui profitera ainsi aux producteurs qui importent la matière première.

Ry. N.

MOUNIA MESLEM À CONSTANTINE POUR DEUX JOURS

La solidarité pour amortir les effets de l'austérité

En visite d'inspection, hier, à Constantine, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mounia Meslem Si Amer, s'est rendue dans plusieurs établissements relevant de son département ministériel, notamment le centre d'accueil de personnes âgées, sis à El Hamma ou encore les centres psychopédagogiques de Mansourah et celui de la cité Daksi.

Même si les résultats annoncés par les différents responsables de ces structures dénotaient une bonne prise en charge de ces catégories, la ministre, en demandait plus à chacune de ses haltes : «Toutes nos missions sont nobles, nous sommes tenus par un engagement sans faille et c'est à ce titre que je vous demande de

redoubler d'efforts quels que soient les sacrifices.» Toutefois, au niveau du centre pour malentendants, les professionnels pour handicapés avaient interpellé la ministre pour lui dire : «Voyez-vous, nous sommes en train de suivre un programme pédagogique qui ne sied pas aux handicapés et c'est pour cela que les

résultats ne suivent pas, il faut adapter ces programmes en fonction de leur handicap, sinon c'est peine perdue.»

Sur un autre registre, ce sont d'autres spécialistes qui font part à la ministre du manque de formation adéquate, mais surtout de l'absence totale de recyclage pour le personnel soignant.

Avant de recevoir la société civile et les associations, partenaires incontournables dans les missions de solidarité nationale, la ministre a déclaré, à propos de l'identité des enfants nés sous X : «C'est un problème crucial auquel je m'attelle depuis des années car il est question de l'identité de per-

sonnes que tout être humain y a droit, plus encore, notre religion le conforte explicitement sauf que dans la pratique et selon quelques interprétations erronées du Saint Coran, cette question reste pendante, privant ainsi plusieurs personnes de recouvrer leur identité, donc leur nom. J'ai à ce titre lancé un appel pressant aux érudits, théologiens du monde musulman pour clarifier cette question, car, encore une fois, l'Islam ne peut admettre une injustice et un droit fondamental».

Par ailleurs, concernant sa déclaration en début de visite qui penchait pour la proclamation de 2016 ; année de la solidarité natio-

nale, alors que la loi de finances de 2016 n'est pas en odeur de sainteté auprès de la population ou du moins pour les plus démunis, elle dira : «Effectivement, nous comptons faire de la solidarité nationale une réalité, ce qui est déjà le cas, mais nous devons remettre de l'ordre dans beaucoup de nos structures et surtout rationaliser nos dépenses, ce ne sera pas tout puisque nous accusons un grand déficit en matière de communication, beaucoup de gens ignorent tous les dispositifs d'aides que l'Etat a mis sur pied, nous devons aller vers ces poches de pauvreté, il y a beaucoup à faire.»

N. Benouar